

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 613 28 avril 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

Mardi 28 avril est la fête de Saint Louis Marie Grignon de Montfort (1673-1716). Il crée la consécration à la Vierge Marie, sous forme de saint esclavage, moyen privilégié d'aller à Jésus-Christ »

EDITO

AZF, TOULOUSE : LE MENSONGE D'ETAT

La fameuse explosion qui a détruit une partie de la ville de Toulouse le 21 septembre 2001 fait couler à nouveau de l'encre ; tous les observateurs attentifs sur place avaient bien remarqué qu'il y avait eu en fait deux explosions successives à quelques secondes

d'intervalle, ce qui réduisait à néant les déclarations du préfet de l'époque qui très vite avait bouclé toute discussion sur le sujet en présentant la thèse officielle.

Une étude publiée récemment par l'Académie des sciences montre bien qu'une première explosion a précédé celle qui s'est produite dans le hangar de l'usine d'engrais.

Le procureur de la République local avait appuyé le préfet : il ne pouvait s'agir d'un attentat. Les arguments rassemblés à la hâte étaient des plus curieux.

Il aurait fallu 250 à 300 kilos d'explosifs reliés à la masse pour faire une déflagration suffisante en vue de mettre à feu 300 tonnes d'ammoniaque qui se trouvaient là et cette mise en place d'une telle quantité n'aurait pas été remarquée. Mais alors, pourquoi ? Pour ce grand personnage, c'était prétendument le désordre de l'usine AZF de Grande Paroisse, filiale de Total qui expliquait tout : pas de préoccupation constante de sécurité, date très ancienne de la dernière visite de la direction au hall 221, mauvais état de la dalle de béton, raccords de bitume sur le sol, mauvais état du bâtiment, chariots non conformes à la réglementation, sous-traitants non qualifiés, non-fonctionnement des sirènes, disque dur de la sécurité engorgée.

Comment une telle situation plutôt étonnante compte tenu de la qualité des firmes en question auraient-elles pu conduire à la destruction d'une partie de grande ville ?

A l'époque, et ce n'est pas anecdotique, le mensonge d'Etat avait mis en lumière d'une façon grotesque l'arme de la compassion, arme favorite des politiciens français. Les camarades-ennemis de la cohabitation s'étaient livrés à un étrange ballet. Ce fut course effrénée des élus et ministres pour manifester leur prétendue compassion aux victimes de l'horrible accident.

L'objectif était de se trouver, le cas échéant, le premier sur les lieux. Bien entendu ces déplacements s'étaient opérés avec l'argent enlevé par la force aux contribuables, générant l'effet de ruine coutumier à toute dépense publique. Chirac interrompit une petite fête intime avec le Président sénégalais. Il fallait à tout prix qu'il arrive avant le premier ministre ; il a donc sauté dans un avion. Le Premier ministre Jospin lui aussi sauta à pieds joints dans un autre avion, interrompant une tâche qui devait être sans doute sans intérêt aucun pour la France.

Victoire de Jospin, il arriva à doubler le président ! Pourquoi y aller tous les deux sinon pour gagner la course ? En plus, les deux compères amis-ennemis ne se sont pas dit bonjour sur place et se sont évité soigneusement : c'était vraiment la honte.

Ils repartirent ensuite dans deux avions distincts vers Bruxelles où ils devaient être tous les deux présents le lendemain, pour faire semblant de travailler de concert aux intérêts de la France, mais en fait pour se tirer la langue en public comme c'était leur usage.

Mais à Toulouse la présence des deux compères ne suffisait pas. Bernard Kouchner s'annonça aussi, sans compter Yves Cochet qui était quelque chose comme ministre de l'environnement

Pendant que ces élus dont personne n'avait besoin déclenchaient une foule de policiers pour les protéger enlevant la police à des tâches plus urgentes, le maire de Toulouse, Douste Blazy, accompagnait aussi le Président. C'était autant de temps enlevé à des tâches urgentes pour un maire en cas de catastrophe.

Après ce rappel d'une des innombrables tragi-comédies du désastre français, revenons à l'académie des sciences.

L'aveu en cours du mensonge d'État peut conduire à des développements extraordinaires.

Pourquoi ce mensonge et pour défendre quels intérêts ?

Une explication est la haine commune des deux cohabitants de l'époque pour le capitalisme et l'espoir de faire payer les prétendus riches, mais il peut y en avoir d'autres !

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

AFRIQUE DU SUD : CHASSE AUX BLANCS

L'Afrique du Sud est un pays frappé par l'insécurité d'une façon dramatique et également par une véritable chasse aux blancs. Dans un bidonville à quelques kilomètres de Prétoria il y a une centaine de blancs qui vivent dans une vraie misère. Ils rendent responsables de leur malheur le programme gouvernemental conçu pour favoriser l'emploi des noirs après des années d'apartheid. Les dirigeants vont-ils demander pardon à ces blancs ? Nous vous laissons à vos pensées.

PARLOTTE POUR L'OUTRE-MER

Comme il était à prévoir une gigantesque parlotte est organisée pour essayer de réformer l'outre-mer. Et ne s'agit pas d'un Grenelle mais simplement de « vulgaires » Etats Généraux : il y a ainsi des hiérarchies dans les parlottes. Ils ont été ouverts le 22 avril par la ministre de l'intérieur. Il y aura suivant l'usage une centaine de parlottes régionales d'un niveau moins élevé que le niveau national, le tout étant accompagné des fêtes habituelles

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent pas notre responsabilité. A chacun de juger)

BIODIVERSITE

Excellent !

Je rappelle cependant que les ancêtres des écolos idéologiques et totalitaires de 2009, luttèrent contre les avions et les aérodromes dans les années 60 et 70. Aujourd'hui ils continuent... Alors que les aérodromes n'ont d'emprise que sur quelques centaines d'hectares et permettent le franchissement de distances énormes en un temps bref en haute altitude sans bruit ni pollution réelle. Plus il est haut moins l'avion consomme de carburant ! Jusqu'au quart de ce qui est nécessaire à une voiture au niveau de la mer... J'ai, moi-même, par exemple, avec un TB20 monomoteurs d'affaires six cylindres avec hélice à pas variable et train rentrant volé à 500 km/h de vitesse sol avec une autonomie de 2 heures avec 75 litres de carburant 100LL. Donc l'équivalent à 100 km/h d'une distance de 1.000 km franchis avec une consommation moyenne automobile de 9 litres donc 90 litres à une moyenne de 6.000 pieds d'altitude. Volant plus haut avec un jet d'affaires de 10 places bimoteur de type Learjet 45 (construit par la firme Bombardier) à 30.000 pieds d'altitude en une heure à 900 km/h comme un airbus, j'ai consommé 72 Livres de carburant soit environ 100 litres pour 900 km soit l'équivalent d'un minibus de 10 places à 9 litres au cent km. Sans bruit, en ne rejetant pratiquement que de la vapeur d'eau dans les deux cas : pot d'échappement spécial aéro dans le TB20 et réacteurs bien réglés sur le jet d'affaires.

Par contre, non seulement les "écolos" ne luttent pas contre les TGV, mais même ils les réclament ! Alors que ces lignes ferroviaires sabrent les paysages, perturbent la vie de tout le monde avec un bruit infernal, un coût tellement énorme qu'il ne sera jamais amorti et une pollution en amont absolument gigantesque, sans parler de l'immobilisation d'une quantité incroyable de métaux et de produits lourds et de plus en plus rares comme le fer et l'acier, ultra polluants comme les plastiques etc... Il y aussi la consommation électrique de millions d'Ampères produits à grands frais et grand danger à cause des déchets de fissions par les réacteurs nucléaires, lesquels contaminent la terre en des zones qui resteront dangereusement mortelles pendant 30.000 ans !!!...

Les écolos sont une catastrophe planétaire et, à ce titre, criminels.

Donc, je suis pour les bannir sur une île où ils pourront vivre comme ils veulent sans emmerder le reste du monde. Gageons qu'ils le regretteront !

LMDM

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 27 AVRIL 2009

EMPLOIS JEUNES

Le « candidat » Sarkozy poursuit ses gesticulations perpétuelles pour corriger les calamités, soit qu'il les ait toléré depuis son arrivée au pouvoir soit qu'il les ait organisé lui-même : tel est le cas de l'emploi des jeunes. Le voici qui vient de présenter un plan d'urgence pour prétendument atténuer leur taux de chômage.

Il vise à faciliter le recrutement de jeunes dans les entreprises par le biais de l'apprentissage et de contrats aidés. Selon la coutume, ce plan est imprégné de dirigisme, ce qui embarrasse bien les socialistes qui ne savent pas quoi inventer pour s'opposer.

D'abord le plan va coûter 1,3 milliards d'euros c'est-à-dire générer du chômage dans toute la population, jeunes et vieux, puisque toute dépense étatique conduit à des impôts, des charges et des déficits, le tout étant, par nature, générateur de chômage.

Il est promis 320 000 contrats d'apprentissage en un an, grâce à une exonération de charges et à une prime ; de l'argent va être déversé dans une campagne d'information sur l'apprentissage et de mobilisation de tous les acteurs s'intéressant à cet apprentissage : il serait bien préférable de supprimer les freins à l'apprentissage qui sont très nombreux, mais il ne saurait en être question dans la culture étatique en vigueur.

Il va être créé des sortes de nouveaux fonctionnaires qui, sous le nom de référents, vont faire la promotion de l'alternance. Toute nouvelle catégorie de fonctionnaires est nuisible à l'emploi. Une mission de promotion et de développement de l'alternance va inciter les entreprises à signer une charte d'apprentissage contenant des objectifs d'embauche ; c'est du temps perdu, sauf bien entendu pour l'heureux

« missionnaire » ; il existe des « Hauts » commissaires : aurons-nous bientôt des « Hauts » missionnaires ?

Bienvenue à un nouveau contrat appelé « contrat accompagnement formation », s'ajoutant à la nuée de contrats de travail possibles dont personne ne peut faire l'inventaire complet. C'est un nouveau dispositif : le terme même de dispositifs nous annonce une complication législative probablement obscure. La liberté des employeurs sera de nouveau réduite par l'obligation de rémunérer les stages de plus de deux mois alors que jusqu'à présent l'obligation ne survenait qu'à partir de trois mois.

Nous arrêtons là l'énumération de la giclée de complications législatives et règlementaires que le président va imposer et qui va réduire l'emploi dans tout le corps social par son existence même, sauf à résoudre quelques cas particuliers.

Le candidat Sarkozy n'étant peut-être pas au courant, malgré la science infuse de la brochette d'énarques qui l'entoure, nous allons rappeler que depuis 32 ans, au moins, le problème récurrent de l'emploi des jeunes n'a pas été résolu ; il ne peut jamais l'être puisque les gouvernements de toutes sortes ont créé ou laissé créer le chômage par des politiques plus ou moins socialistes dans le domaine du travail se manifestant notamment par l'énormité monstrueuse et en accroissement permanent du code du travail.

Le 4 juillet 1977, Raymond Barre a lancé le premier « pacte national pour l'emploi des jeunes », dont le chômage, à l'époque, semblait déjà plus important que celui du reste de la population. Sa politique était d'inciter les entreprises à prendre des jeunes en stage en échange d'exonérations de charges sociales : ce fut un coup fourré.

Ses successeurs à Matignon ont inventé une kyrielle de dispositifs : contrats de qualification, stages d'insertion dans la vie professionnelle, travaux d'utilité collective, contrats emploi-solidarité, emplois-jeunes, contrats jeunes en entreprise, contrat d'insertion dans la vie sociale, contrat de professionnalisation. Selon le principe des calamités, chaque dispositif nouveau est une autre calamité prétendant corriger les précédentes. Le candidat Sarkozy, au demeurant, ne fait que copier son prédécesseur plus malheureux devant les urnes à savoir Dominique de Villepin : ce dernier avait aussi mis en œuvre un « plan d'urgence pour l'emploi des jeunes » et sans aucun succès.

La situation n'est, certes, pas facile car selon les statistiques officielles le taux de chômage des jeunes atteint 23 % en France, ce qui serait l'un des pires en Europe. Et encore, compte tenu de la falsification habituelle des statistiques officielles, personne ne connaît le pourcentage réel.

Parmi les causes certains accusent l'éducation nationale car 120 000 jeunes sortent chaque année du système éducatif sans diplôme et ont évidemment plus de mal à trouver du travail. Cette accusation est légitime, le désastre français se cumulant de tous les côtés.

Il est important aussi de remarquer que personne, au niveau gouvernemental ou au niveau de la presse, ne met en cause le phénomène de l'immigration. En laissant grandes ouvertes les pompes aspirantes, ceci pour le seul profit des passeurs et de leur industrie criminelle, le pouvoir sarkozien alimente l'armée des jeunes chômeurs, alors que les arrivants pourraient fort bien trouver du travail dans leur pays d'origine : c'est une autre forme du cumul des désastres.

Enfin, en focalisant sur le chômage des jeunes en particulier s'ils viennent de milieux modestes, le pouvoir montre sa tendresse pour la lutte des classes : pourquoi les jeunes seraient-ils plus intéressants que les quadra ou les quinquas venant de milieux aisés qui sont également frappés par le chômage ?

Que peut-on faire devant tout cette déroute ? Il faudrait évidemment libérer le travail ce que quelques mesures simples et rapides suffiraient à réaliser : cela donnerait du travail à tous quel soit l'âge, le métier et le niveau d'instruction.

C'est cependant un rêve, car le formatage intellectuel des dirigeants ne leur permet pas de s'orienter dans cette direction. Leur intérêt aussi le leur interdit : il vient d'être créé, pour enrichir un camarade, un Haut Commissaire à la jeunesse. Où gagnerait-il son pain quotidien s'il n'était pas voué à chercher des « pistes », pour inventer des « dispositifs », conduisant à des lois, décrets, circulaires, contentieux, seuils, etc ? .

L'économie française est écrabouillée par un énorme boule, dont par simple gentillesse et courtoisie nous ne qualifierons pas l'odeur !

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il est indiqué aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

LIRE SUR LE MEME SUJET

« ET SI LA FRANCE SE METTAIT A REVER »

(Comment retrouver la prospérité)

(La rupture avec l'interventionnisme étatique doublerait la richesse en huit ans)

EN VENTE CHEZ DUQUESNE-DIFFUSION (20 E)

27 AVENUE DUQUESNE 75007 PARIS. TEL : 01 45 55 87 55

CITATIONS

EVOLUTIONNISME

Le patriarche de Moscou, Alexis II, le 29 janvier 2007 : « Si les gens choisissent de croire qu'ils descendent du singe, très bien, mais sans qu'ils imposent leur opinion aux autres »

Cardinal Schönborn, à Castel Gandolfo, le 3 septembre 2006 : « Il n'existe pas aujourd'hui de théorie scientifique contre laquelle il y ait autant d'objections sérieuses et qui, pourtant, est défendue par beaucoup comme si elle était sacro-sainte ».

REVUE DE PRESSE

PROTECTIONNISME

Les gouvernements ne prenant aucune mesure pratique réelle pour combattre la crise, la tentation du protectionnisme est très forte. Selon les « quatre vérités », les pays du G 20 ont déjà pris 66 mesures protectionnistes diverses depuis le début de la crise, comme l'arrêt des importations chinoises ou les aides au secteur automobile.

PRIMES

Egalement selon les « quatre vérités » entre septembre 2007 et juillet 2008 les primes distribuées dans les cabinets ministériels ont augmenté de 5 millions d'euros, ce qui représente une hausse de 20 %.

LE VRAI VISAGE D'OBAMA

Nous devons à Désinformation Hebdo une information concernant une conférence prononcée par le président américain à la Georgetown University université jésuite de Washington qui est la plus vieille université « catholique » des Etats-Unis.

Dans la grande salle où a eu lieu la conférence les orateurs se tiennent devant une inscription rappelant le Christ avec la phrase bien connue: « Jésus sauveur des hommes ». Le président, pourtant élu par beaucoup de catholiques qui s'étaient fourvoyés en l'élisant, a demandé que l'inscription soit dissimulée comme furent recouverts tous les symboles de la religion catholique.

Selon le journal, le président ne fait qu'accréditer ainsi les soupçons soigneusement occultés pendant la campagne électorale sur ses liens avec la religion musulmane et que son activisme en faveur de la Turquie a permis de souligner récemment.

Les jésuites sont-ils toujours les disciples de saint Ignace de Loyola ? Nous posons la question.

BREVES ET LONGUES

ARABIE SAOUDITE

Un homme a assassiné sa propre sœur de 26 ans, Fatima, parce qu'elle s'était convertie au christianisme. Il la lapidée, lui a coupé la langue, la brûlée vive et la laissée agoniser. Son dernier message : « Jésus est ma lumière, il sera mon compagnon, je ne crains rien ». Les martyrs sont des semences de chrétiens ; sainte Fatima priez pour nous.

Les autorités saoudiennes ont mis au secret le criminel non pour le châtier mais parce qu'elles craignent pour l'image internationale du pays.

LE MEDEF ET L'EUROPE

La campagne pour les européennes qui commence tout juste est l'occasion pour le Medef de préciser sa position. Il semble bien que le Medef n'ait rien compris à la nature profonde de l'organisation Européenne. Celle-ci se comporte comme une véritable marée noire assassinant l'Europe d'un délire législatif s'ajoutant aux délires législatifs des nations en particulier de la France.

Un représentant qualifié du Medef a déclaré : « La crise devrait renforcer le besoin d'Europe, elle offre une occasion unique de démontrer aux Français que notre salut économique passe par plus d'Europe, seule capable de nous protéger de la mondialisation ». Le Medef ignore que l'Europe ne pourra jamais s'améliorer : la machine est lancée pour toujours plus de lois, plus de dépenses, plus d'interventions dans l'économie.

LE CAPITALISME

Nicolas Lecaussin vient de sortir un livre qui montre les bienfaits du capitalisme ce qui est à l'encontre de la Pensée Unique Totalitaire (P.U.T.). Nous nous bornerons pour illustrer son propos à deux citations. D'abord la catastrophe du socialisme : « Nous avons trop vite oublié que c'est bien le système communiste et l'économie dirigée qui se sont effondrés, laissant derrière eux des dizaines de millions de morts et des pays exsangues ».

Et plus loin « Il y a 100 ans, on travaillait plus de deux heures pour acheter un poulet. Aujourd'hui de 15 à 20 minutes suffisent. Le nombre de famines dans le monde baisse régulièrement.

LES INFIRMIERES

Il est une catégorie particulière d'infirmières que l'on appelle les infirmières libérales, c'est-à-dire des personnes qui soignent les malades sans travailler dans des hôpitaux ou des cliniques. Leur liberté est déjà toute relative ; Monsieur Sarkozy est en train de leur donner un nouveau tour de vis.

En effet, elles ne sont pas réparties de façon égale sur tout le territoire. Pour prétendument corriger, leur liberté d'installation va être restreinte : elle seront donc obligées de demander des autorisations pour s'installer dans tel ou tel endroit. Les énarques qui dirigent le cirque étatique ne peuvent pas évidemment imaginer à la fois la liberté d'installation et la liberté d'honoraires ce qui réglerait le problème dans le cadre du marché libre.

LES FRAUDES EN GRANDE-BRETAGNE

En Grande-Bretagne comme ailleurs les ministres ne se gênent pas pour piquer dans la caisse. La ministre de l'intérieur a déclaré le domicile de sa soeur comme résidence principale afin d'aménager sa propre maison de famille aux frais des contribuables. Personne ne dit si elle a partagé le butin avec sa sœur ce qui serait logique.

LE CHARABIA DES MAITRES

Chacun connaît la force de résistance qu'offrent les manipulateurs de l'éducation nationale à toute tentative du ministre de rétablir un véritable enseignement. Dans une lettre ouverte au ministre, ils expliquent qu'ils refusent les méthodes traditionnelles, car : « d'autres dispositifs peuvent être mis en oeuvre à l'intérieur du groupe-classe, donc sans stigmatisation, notamment la différenciation pédagogique, le tutorat, les ateliers de besoins et de remédiation et autres dispositifs coopératifs ».

On comprend qu'avec un tel charabia chez les maîtres, l'illettrisme progresse !

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

L'ARGENT ET LA RICHESSE

On dit parfois que l'argent ne fait pas le bonheur, mais l'argent n'est pas la richesse. Pourtant, c'est la confusion majeure de notre époque pétrie d'illusion monétaire. L'argent est le moyen de la richesse, l'expression de celle-ci mais non sa cause. Il existe des phénomènes qui sont établis au niveau microéconomique mais dont la pertinence disparaît au niveau macroéconomique. C'est le cas de l'équation argent = richesse. Illustrons cette proposition.

Que fait le gagnant du loto qui apprend qu'il vient de remporter le jackpot ? Il cesse immédiatement de travailler puisqu'il est devenu riche. Ce comportement est rationnel puisque le loto est une sorte de système de répartition. L'heureux élu empoche en fait la

mise des millions de perdants malchanceux tandis que l'Etat encaisse au passage sa commission puisqu'il détient le monopole du jeu. A aucun moment, il n'y a de création artificielle d'argent donc le gagnant est réellement riche. Il y a eu redistribution (ou répartition) de l'argent des millions de perdants au profit de la poche de l'unique gagnant.

Imaginons maintenant que le gouvernement décide d'imprimer des milliards d'euros pour les distribuer à l'ensemble de la population comme si nous devenions tous les gagnants d'un super loto. Confondant l'argent avec la richesse, le gouvernement décide de nous distribuer des millions d'euros pour éradiquer la misère et les inégalités. Qui ne voterait pas pour un tel gouvernement ? Mais les lois de l'économie ne sont pas soumises à la loi de la majorité.

Nous croyant riches, nous décidons tous d'arrêter de travailler. Pourquoi travailler quand on est millionnaire ? Et nous nous rendons dans les magasins pour dépenser notre bonne fortune. Mais voilà, les magasins sont fermés. Les vendeurs et commerçants aussi sont devenus millionnaires. Pourquoi travailler pour un salaire de vendeur ? Pourquoi dorénavant supporter la tyrannie des clients ? Evidemment, le médecin, le boulanger, le fonctionnaire, le garagiste tiennent tous le même raisonnement car la dictature du marché est universelle. Et tous de célébrer la fin du travail.

Du coup, la machine à fournir des biens et services – la seule vraie richesse – est arrêtée. Avec effroi, les gens découvrent rapidement que l'horrible machine économique est en panne. Les biens et services deviennent rapidement introuvables. Les magasins sont pillés et la baguette de pain se négocie quelques millions d'euros sur le marché noir comme au temps maudit de l'hyperinflation allemande.

Les gens réalisent peu à peu qu'ils sont millionnaires mais pauvres : car si personne ne travaille, la misère et le rationnement se généralisent et l'argent perd toute sa valeur.

Produire de l'argent et inonder l'économie de liquidités (planche à billet) est le plus sûr moyen de détruire l'économie. Produire des richesses (l'activité humaine) est le seul moyen de faire tourner et prospérer l'économie.

**Jean-Louis Cacco,mo,
Perpignan, le 14 avril 2009**

**<http://cacco,mo.blogspot.com/>
[http://cozop.com/chroniques en liberte](http://cozop.com/chroniques_en_liberte)**

P.S. : Pour une comparaison entre la monnaie et le diplôme, voir conférence du café-liberté à Grenoble : <http://www.grenoble-liberale.org/>

LA REVOLUTION

« Je crois pouvoir dire, après avoir bien étudié les documents, que, pour une bonne part, la guerre a été machinée. La Gironde a conduit la France par tant d'artifices qu'on n'a pas le droit de dire que la guerre était vraiment inévitable.

Toute sa pensée est là : constater la fatigue de la nation et, pour la pousser plus avant dans la voie révolutionnaire où elle semblait hésiter à recourir à l'aiguillon de la guerre. Enfin et surtout, comme Brissot l'avait espérer, ce n'était plus la rencontre de la Révolution et des émigrés, c'était la mise en contact direct de la Révolution et de l'Empereur, c'était donc la possibilité de la grande guerre, de celle que la cour ne voulait pas et que voulait la Gironde. (...) Brissot, avec une audace extraordinaire, vit dans la guerre le seul moyen de déterminer un mouvement nouveau, d'aiguillonner l'énergie révolutionnaire, de mettre à l'épreuve le roi et le soumettre enfin à la Révolution ou de le renverser. (...) Ainsi la Gironde voulait faire de la guerre une formidable manœuvre de politique intérieure. Terrible responsabilité ! Quand nous pensons aux épreuves inouïes que la France va subir, que nous songeons que cette surexcitation d'un moment sera payée par vingt années de césarisme sanglant et qu'ensuite de 1815 à 1848, on peut dire de 1815 à 1870, la France au moins de Liberté qu'elle n'en avait sous la constitution de 1791, quand on songe que la propagande armée des principes révolutionnaires a surexcité contre nous le sentiment national des peuples et créé le formidable état militaire sous lequel plient les nations, on se demande si la Gironde avait le droit de jouer cette extraordinaire partie de dés. La guerre n'était pas voulue par les souverains étrangers. » Jean JAURES

« L'avènement des nations dans l'histoire, celui de la démocratie ont déjà provoqué et provoqueront plus de guerres que ne le font de nos jours les ambitions des rois. Les convoitises des nations sont plus âpres, leurs triomphes sont plus hautains que ceux des princes ; ils soulèvent aussi des ressentiments plus amers et plus durables. L'homme n'est plus atteint seulement dans un principe abstrait, L'Etat ou la royauté. Il est atteint dans son sang et dans sa race : les passions qui n'atteignaient autrefois que quelques individus gagnent la masse du peuple et deviennent d'autant plus terribles que les esprits dont elles s'emparent sont plus bornés. » Albert SOREL

« Ni le génie, ni l'héroïsme, ni même le plus méritoire des rassemblements autour du drapeau n'ont sauvé notre histoire au dix-neuvième siècle. Répétons-le : ce fut le siècle des trois invasions. Ce fut le siècle où, sauf une brève éclaircie sous deux rois, notre marine accepta en fait la décision de Trafalgar comme définitive et renonça à balancer l'empire maritime et commercial anglais. Ce fut le siècle qui vit s'élever les deux grandes unités concurrentes de l'Allemagne et de l'Italie. Ce fut le siècle de Sedan. Ce fut le siècle qui, à sa naissance, nous vit réunir, avec nos vingt millions d'habitants, le plus puissant noyau de populations de l'Europe occidentale, et à son déclin, accuser, bien au-dessous de l'Angleterre, bien au-dessous de l'Allemagne, la double décadence (relative et absolue) du nombre de nos citoyens. Tel a été le siècle de la France sans roi. Inutile de peindre dans quelles conditions d'incertitude et même d'alarme a fort mal commencé (toujours sans roi) le siècle suivant.

La cause apparaît donc jugée. Au dedans, division, anarchie, dépression. Au dehors, régression constante. » Charles MAURRAS 1948 in Réflexions sur la Révolution de 1789

« Ni comme hommes, ni comme Français, nous ne pouvons dater du 21 janvier 1793 aucune ère de nouveauté bienfaisante. Il y a décroissance à tous les égards, et l'honneur a déchu avec les lumières, avec la politesse, avec la civilisation tout autant que la puissance nationale, l'autorité publique et ces libertés réelles qui en font le complément. Ce qui succéda à la chute du règne et à la mort du roi fut le couronnement d'une absurdité que Pie VI, le pape d'alors, formulait et qualifiait cinq mois plus tard, en termes fort nets : « La Convention, dit-il, après avoir aboli la monarchie, le meilleur des gouvernements, avait transporté toute la puissance publique au peuple, qui ne se conduit ni par raison, ni par conseil, ne se forme sur aucun point des idées justes, apprécie peu de choses selon la vérité, et en évalue un grand nombre d'après l'opinion ; qui est toujours inconstant, facile à être trompé, entraîné à tous les excès, ingrat, arrogant, cruel ; qui se réjouit dans le carnage et dans l'effusion du sang humain, et se plaît à contempler les angoisses qui précèdent le dernier soupir, comme les anciens allaient voir les gladiateurs expirer dans leurs amphithéâtres. » Un peu plus loi, le même pape disait des conventionnels : « Ces avocats tant vantés du genre humain ont ajouté au mot faux et trompeur de liberté un autre mot qui ne l'est pas moins, celui d'égalité ; comme si, entre des hommes réunis en société et pourvus de facultés intellectuelles si différentes, ayant des goûts si opposés et une activité si dérégulée, si dépendante de leur convoitise individuelle, il ne devait y avoir personne qui réunît la force et l'autorité nécessaires pour contraindre, réprimer, ramener au devoir ceux qui s'en écartent, afin que la société, bouleversée par tant de passions diverses et désordonnées, ne soit pas précipitée dans l'anarchie et ne tombe pas entièrement en dissolution. » Les optimistes de 1793 croyaient que l'ordre naît spontanément dans la société. C'est l'anarchie qui est toujours prête à jaillir. Dans l'oubli de cette évidence de la raison, une expérience quotidienne ne s'est pas fait faute de le montrer. Les jours ajoutés aux jours ont fini par déborder cinq quarts de siècle sans cesser de déposer dans le même sens et, en fortifiant la preuve par l'épreuve, d'en accroître l'autorité. Le plus coupable des crimes d'Etat apparaît ainsi le plus pernicieux et le plus insensé. (...) La question peut se discuter pour l'Allemagne, pour l'Angleterre, pour l'Italie. Mais la France n'a pas subi de fléau comparable à l'action politique de Rousseau et de Napoléon. Elle se résume pour le dehors dans les noms et les dates de Trafalgar et de Waterloo, de Sadowa et de Sedan. Pour l'intérieur, elle se définit par la tyrannie et l'énervement de l'Etat, l'insurrection des citoyens et leur émiettement. Tout notre dix-neuvième siècle s'est passé en longues tentatives de réaction contre l'œuvre de Jean-Jacques Rousseau et de Napoléon Bonaparte.» Charles MAURRAS 1948 in Réflexions sur la Révolution de 1789

« La période de 1789 à 1800 a défait nos provinces, nos pays, nos corps de métiers, nos familles et, durant les cent années qui ont suivi sa législation, calculée d'après le plus égoïste instinct de l'âme française, s'est trouvée en accord permanent avec les mœurs. Les causes ont donc pu développer librement leurs effets jusqu'aux antagonismes sociaux les plus dangereux, jusqu'à l'asservissement des citoyens devenus de purs administrés, selon la pénétrante parole du comte de Chambord. L'esprit de corps a été en défiance aux législateurs, en aversion aux publicistes. Désorganisation générale qui nous livra à des

organisations étrangères ou parentes de l'étranger, qui, maintenant, fomentent la révolution parmi nous.

La Révolution a engendré toutes nos épreuves, tant par l'affaiblissement qu'elle nous infligea que par l'accroissement de puissance dont les combla nos rivaux et nos ennemis. Elle a repoussé l'étranger ? Oui, un temps, mais au bout de cette épopée glorieuse où furent dépensés et volatilisés les ressources, hommes, raisons, idées, richesse de la monarchie, le bilan de ces guerres s'établit aux noms de Trafalgar, de Leipzig et de Waterloo qui ne sont pas des noms de victoires : elles laissent la France plus petite qu'en 1792, elles l'engagent dans une voie qui n'est pas celle d'un progrès, elles la précipitent vers cette terrible situation de la fin du dix-neuvième siècle et du commencement du vingtième où la nation qui assistait les autres, il n'y a pas plus de cent cinquante ans, est tombée elle-même au rang de peuple assisté.

Il faut d'abord voir clair et faire voir clair aux autres, sur nous-mêmes, sur eux, sur la constitution essentielle des sociétés et des peuples, si nous voulons nous relever un peu sérieusement et ensuite reprendre ce que Bonald appelait avec tant de gravité et de force la magistrature de la France dans l'univers. Sachons où nous en sommes, où nous en étions et d'où nous venons, où nous roulions, c'est le premier de tous nos devoirs. (...)

Ce qui passe toute comparaison, c'est la verve étonnante avec laquelle les gens se sont massacrés depuis ce temps-là. Jamais les guerres n'ont été plus atroces et d'une atrocité qui va croissant. L'invasion de 1814 fut pire que celle de 1792 ; 1815 fut pire encore ; 1870 parut l'emporter enfin sur tous les régimes d'horreur concevables et 1914 est venu nous apprendre que la nature et l'histoire défiaient et passaient l'imagination des humains. (...)

Cela dura vingt cinq ans. Cela finit par Waterloo, sur les champs de bataille de l'armée de terre. Cela avait fini sur mer par Trafalgar. Le résultat de ce quart de siècle de luttes fut la décision, et contre nous, de notre rivalité maritime du siècle européen de la France. Ce fut aussi l'ouverture du militarisme intensif et le début des grandes guerres nationales. En politique intérieure, une centralisation elle aussi intensive, la désorganisation du travail, un individualisme effréné dans les rapports des employés et des employeurs, l'Etat central livré à la discussion infinie du parlementarisme et de l'élection, un esprit public abaissé par la déchéance de hautes classes, l'égoïsme ou l'indifférence des classes moyennes, l'inquiétude d'un prolétariat désorienté, la décroissance de la culture, la décadence des études, la corruption du goût dans les lettres et les arts, la disparition presque complète du style dans l'architecture et le mobilier...

Il ne faudrait jamais songer à la Révolution sans faire ce bilan et demander si la fortune accélérée de quels hommes supérieurs qui n'auraient pas manqué de se distinguer sous l'ancien régime, a jamais compensé une telle somme de maux. » Charles MAURRAS 1948 in Réflexions sur la Révolution de 1789

JMT
